



Canadian Council
for Refugees

Conseil canadien
pour les réfugiés

Rapport annuel

Septembre 2023 — août 2024

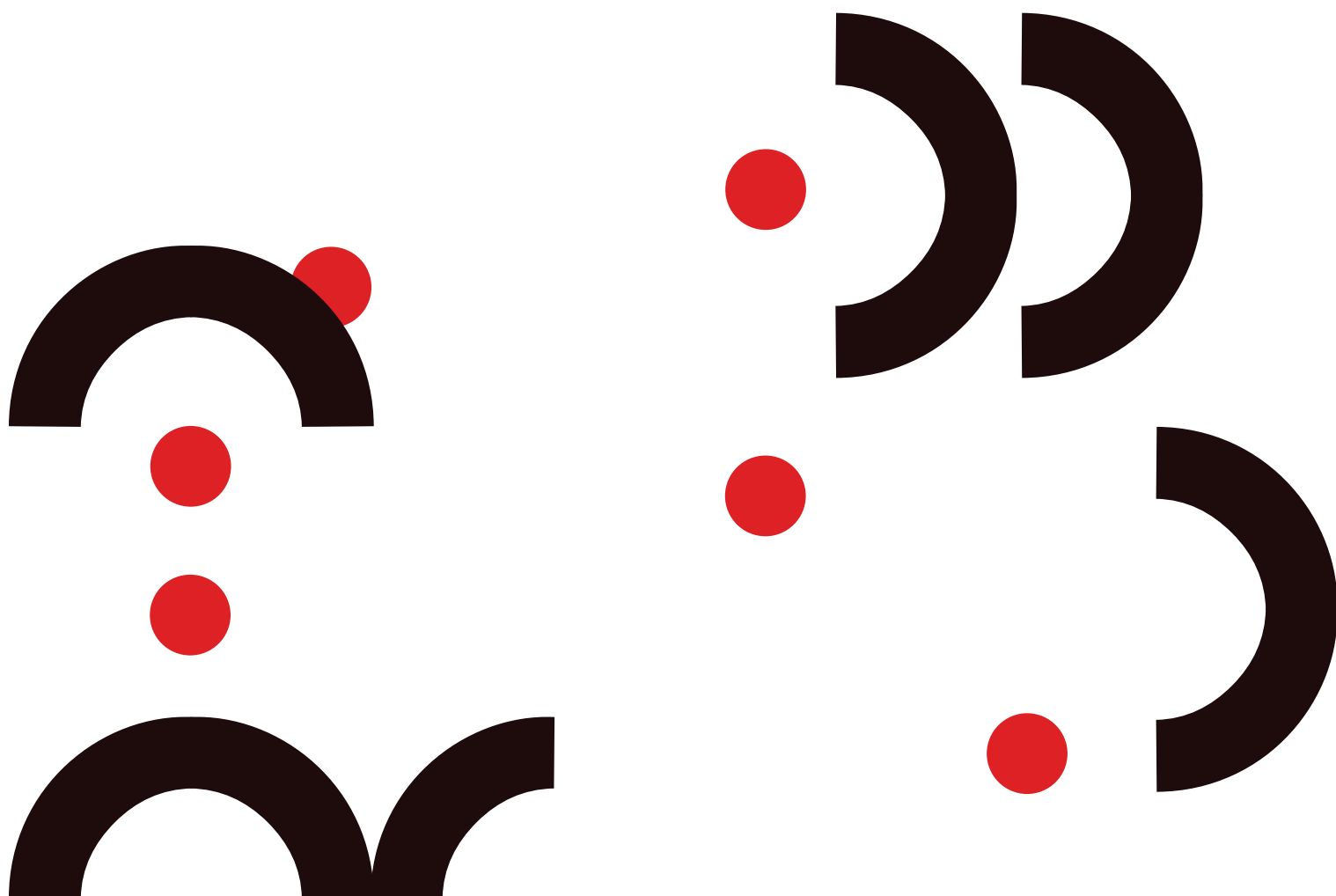




Table des matières

3	Qui sommes-nous?
3	Comment nous travaillons
4	Notre équipe
5	Membres
6	Rencontres et événements
7	Politique et plaidoyer
7	a. Faits saillants
11	b. Affaires juridiques
11	c. Relations gouvernementales
12	d. Engagement international
13	Groupes de travail du CCR
14	Le Réseau des jeunes
15	Le prix Francisco Rico-Martinez
15	Projet de lutte contre le racisme
16	Collecte de fonds
18	Finances

Qui sommes-nous?

Créé en 1978, le Conseil canadien pour les réfugiés est un chef de file dans la défense des droits, la protection, le parrainage, l'établissement et le bien-être des personnes réfugiées et migrantes, au Canada et à l'international. Le CCR est au service des organismes membres qui travaillent avec et pour ces communautés d'un océan à l'autre.

Engagés en faveur de la justice et de la transformation sociale en luttant contre le racisme, le colonialisme et les formes d'oppressions entrecroisées, nous assurons le suivi des politiques, la défense des droits, la création de réseaux et l'éducation du public afin de donner les moyens aux membres et aux communautés d'apporter des changements systémiques.

Comment nous travaillons

Nos membres nous font part d'un enjeu

Les membres peuvent soulever des enjeux de diverses manières. Il peut s'agir de tout ce qui a un impact sur le travail de nos membres et donc les droits des nouveaux arrivants sur le terrain, de l'impact du racisme sur les nouveaux arrivants à la détention à des fins d'immigration.

Comprendre et discuter de l'enjeu

En fonction des besoins spécifiques d'un enjeu, ce dernier peut être abordé dans le cadre d'ateliers lors de nos consultations, de webinaires, de rencontres virtuelles ou de discussions entre les membres pour envisager les prochaines étapes.

Les groupes de travail du CCR se saisissent de l'enjeu

Selon le sujet, il est traité par l'un de nos trois groupes de travail (Immigration et Établissement, Protection au Canada, ou Protection outremer et Réinstallation) ou par l'un de nos autres comités ou réseaux (comité des affaires juridiques, le réseau des jeunes, etc.)

Le CCR agit sur l'enjeu

Collectivement, les membres décident de la manière dont le CCR doit répondre à cet enjeu : adopter une résolution pour définir notre position, créer des ressources pratiques ou politiques, attirer l'attention des médias, lancer une campagne d'opinion publique, engager une action en justice ou dialoguer avec le gouvernement ou d'autres parties prenantes.

Cela conduit à l'impact de notre travail : changements dans les politiques et pratiques gouvernementales, changements dans les pratiques des acteurs communautaires, sensibilisation accrue aux problèmes, soutien aux membres du CCR pour qu'ils apprennent et se développent, et présentation de contestations juridiques.

Notre équipe

→ Comité exécutif

Présidente

Diana Gallego

Vice-présidente

Jenny Jeanes

Trésorier

Jasjeet Ajimal (*a quitté ses fonctions en mai 2024*)

Secrétaire

Jacques Bertrand

Conseillers

Alphonse Ndem Ahola	Deepa Mattoo
Antwone Aslan*	Allan Reesor-McDowell*
Jessica Chandrashekar	Jyoti Singh
Abdulla Daoud	Mariana Martinez Vieyra

**Les membres qui ont démissionné au début de 2024 parce qu'ils ont quitté leurs postes dans les organismes membres et n'étaient plus éligibles pour faire partie du comité exécutif*

→ Co-présidents des groupes de travail

Immigration et Établissement

Jennifer Rajasekar
Tihana Radojcic (*déc. 2023-avril 2024*)
Varka Kalaydzhieva (*intérim*)

Protection outremer et Réinstallation

Hugo Ducharme
Bran Dyck

Protection au Canada

Basel Abou Hamrah
Anne Woolger (*sept. 2023—nov. 2023*)
Francesca Allodi-Ross

→ Personnel

Co-directeurs exécutifs

Lauren Lallemand (*Finances et opérations*)
Tanja Maleska (*Communication et développement*)
Gauri Sreenivasan (*Politique et plaidoyer*)

Conseillère politique principal

Janet Dench

Directrice des politiques d'établissement

María José Espejo Rivas

Coordonnatrice des services aux membres

Alice Alvarez-Pereyre

Coordonnatrice administrative

Audrey Pasinetti

Coordonnateur des projets

Basel Dakak

Coordonnateur du réseau des jeunes

Shilik Hamad

Membres

Nous sommes un organisme parapluie qui rassemble les organismes d'aide aux réfugiés, aux nouveaux arrivants et aux immigrants d'un océan à l'autre. Ces organismes sont nos membres.

Les membres du CCR sont des organismes d'établissement, des organismes confessionnels, des associations d'avocats, des groupes de parrainage privés, des syndicats et d'autres organismes œuvrant pour la protection des droits humains et l'accueil des nouveaux arrivants. Nous répondons aux besoins de nos membres en matière de réseautage, d'échange d'informations et de défense des droits.

222 d'organismes membres

14 de membres associés

Histoire d'une réussite en matière d'engagement des membres

Un appel à propositions d'ateliers pour notre consultation a été lancé en avril 2024, suite aux commentaires des membres. Nous avons décidé de fournir un moyen plus accessible et participatif pour les membres de soumettre des idées d'ateliers qui ne sont pas seulement proposées par les membres qui assistent à nos rencontres de printemps du groupe de travail. Pour la première année, nous avons reçu plus de 20 propositions. Cela a contribué à l'engagement des membres.

Projets futurs

- Nous étudions la possibilité d'élaborer une charte des valeurs pour nos membres. Les membres actuels la signeraient lors du renouvellement de leur adhésion, et les nouveaux membres la signeraient lors de leur inscription.
- Nous sommes en train d'élaborer une trousse de bienvenue pour les nouveaux membres.

Emplacement

Atlantique	5%
Centre	68%
Prairies	15%
Côte Ouest	11%
Nord	0.5%
International	0.5%

Stratégie d'adhésion : un exemple de réussite

La responsable des services aux membres a créé des rapports d'avancement à l'intention des membres du Comité des Membres. L'objectif de ces rapports est de donner une image générale des membres en attente de renouvellement, caducs et des nouveaux membres potentiels, afin que les membres du Comité puissent soutenir la sensibilisation et identifier des contacts clés dans les organismes. Cela a permis à des membres caduques de renouveler leur adhésion et à de nouveaux membres potentiels de soumettre leur candidature.

Rencontres et événements

Les rencontres organisées par le CCR représentent des opportunités clés de réseautage avec les membres et les partenaires, permettant la discussion et l'organisation concernant les questions de politique et de plaidoyer.

Consultation de l'automne 2023

La consultation d'automne 2023 du CCR s'est déroulée à Calgary du 16 au 18 novembre, sur le thème «**Le pouvoir du collectif : Décoloniser et plaider pour un changement systémique**». La consultation a abordé les principaux défis du secteur de l'immigration en adoptant une perspective axée sur la décolonisation et les réalités autochtones. À travers une série d'ateliers, de caucus et de réunions, les participants ont pu apprendre, réfléchir collectivement et partager leurs idées sur les moyens de bâtir ensemble des cadres de collaboration et d'inclusion, pour permettre aux personnes concernées de devenir actrices du changement systémique.

324 participants

23 sessions

40 moderators

51 personnes-ressources

Nombre de rencontres par type

De septembre 2023 à août 2024, inclusivement

Gouvernement: 4

Webinaires: 2

Consultation: 1

Groupes de travail : 2

Autres rencontres: 10

Assemblées générales: 1



Projet futurs

- La consultation d'automne 2024 se tiendra à Ottawa sur le thème «Reconquérir le soutien de l'opinion publique : Construire le mouvement pour les droits des réfugiés et des migrants». La veille de la consultation, le CCR organisera une journée de sensibilisation parlementaire, intitulée «Le CCR sur la Colline», au cours de laquelle les membres et le personnel rencontreront des députés, des sénateurs et de hauts fonctionnaires afin de défendre et de renforcer l'engagement et la compassion du Canada à l'égard des réfugiés et des migrants.

Politique et plaidoyer

Faits saillants

Voici quelques faits saillants de notre travail et de nos activités cette année :

Septembre 2023

Campagne pour un cadre équitable de réponse aux urgences

En septembre, le CCR a **lancé une campagne de lettres**, encourageant les membres et les sympathisants à écrire au ministre d'IRCC, M. Miller, et à leurs députés pour demander que les mesures d'immigration prises par le gouvernement en réponse aux situations d'urgence soient efficaces et équitables, quel que soit l'endroit du monde où elles se produisent. La réponse de notre gouvernement aux situations de crise en Afghanistan et en Ukraine a été exemplaire et la campagne du CCR vise à encourager les futures réponses aux situations de crise urgentes à s'inspirer de ces précédents pour garantir l'équité, en accordant une attention particulière aux nombreuses crises sur le continent africain.

#StatusForAll campaign

Les membres du CCR ont participé à la campagne #StatutPourTous, appelant le gouvernement fédéral à mettre en place un programme de régularisation large et inclusif. Le CCR et ses membres ont pris part à des événements organisés par le Migrant Rights Network (MRN), en appui aux mobilisations d'envergure menées à travers le pays pour faire avancer cette revendication.

Octobre 2023

Déclaration sur la décision du Canada de soutenir seulement 11000 migrants en provenance des Amériques

Après avoir élargi l'Entente sur les tiers pays sûrs (ETPS), le gouvernement canadien est revenu sur son engagement d'offrir une protection à 15000 migrants des Amériques. Le CCR a publié **un communiqué de presse** critiquant le choix du gouvernement de réduire ce nombre à 11000 et d'attribuer les 4000 places restantes à des travailleurs étrangers temporaires dans le cadre d'un programme qui n'offre pas d'accès à la résidence permanente et qui est entaché de graves violations des droits humains.

Novembre 2023

Lettre au premier ministre demandant un cessez-le-feu à Gaza

Au début du mois de novembre 2023, le CCR a **exhorté le premier ministre Justin Trudeau** à appeler à un cessez-le-feu afin de protéger les populations civiles en Palestine et en Israël, alors que l'offensive israélienne sur Gaza continuait de s'intensifier. Nous avons demandé au gouvernement canadien de plaider en faveur de la mise en place d'un corridor humanitaire permettant l'acheminement sécuritaire de nourriture, de fournitures médicales, de carburant, d'eau et d'autres aides essentielles à des millions de personnes piégées et déplacées à Gaza. Nous avons également pressé le premier ministre Trudeau de mobiliser des ressources supplémentaires pour assurer le retour sécuritaire des citoyens canadiens et des résidents permanents coincés dans la région, et de permettre qu'ils soient accompagnés de leurs proches, même si ces derniers ne détiennent pas de statut au Canada.

Diana Gallego élue à la présidence du Conseil canadien pour les réfugiés

Diana Gallego a été élue présidente du CCR lors de l'Assemblée générale annuelle du 18 novembre 2023. Gallego, qui est codirectrice générale du FCJ Refugee Center à Toronto, était membre du comité exécutif du CCR depuis 2022. Elle est fière d'être la première bénéficiaire du Fonds Amina Malko à devenir présidente du CCR.

Février 2024

Lettre du CCR sur les mesures d'immigration temporaire en réponse à la crise humanitaire à Gaza

Dans une lettre adressée au ministre Marc Miller, le CCR a accueilli favorablement l'appel du gouvernement en faveur d'un cessez-le-feu et d'un accès accru aux efforts humanitaires à Gaza, ainsi que le lancement de mesures d'immigration temporaire visant à offrir une voie d'accès humanitaire aux Palestiniens en quête d'un refuge pour rejoindre les membres de leur famille au Canada. Toutefois, le CCR a également fait part de ses principales préoccupations concernant ce programme, qui témoigne du racisme et de l'iniquité des réponses du Canada aux urgences humanitaires.

Campagne #PermisdetravailouvertsMAINTENANT

Le CCR a pris part à la campagne Permis de travail ouverts MAINTENANT, qui demande au gouvernement de remplacer les permis de travail fermés pour les travailleurs migrants par des permis de travail ouverts inconditionnels. Compte tenu des abus et des mauvais traitements généralisés dont sont victimes les travailleurs migrants au Canada, les permis de travail fermés ont longtemps rendu extrêmement difficile le changement d'emploi, limitant ainsi la mobilité de la main-d'œuvre au sein du pays. La campagne invitait les membres du CCR, les défenseurs et la société civile à écrire des lettres à leurs députés, au ministre Miller et au premier ministre Trudeau pour qu'ils s'attaquent aux violations rampantes des droits des travailleurs migrants.

Communiqué de presse sur le fait que le gouvernement fédéral se range du côté des employeurs et de leurs

En réponse à la décision du gouvernement de maintenir les permis de travail fermés dans le cadre du Programme des travailleurs étrangers temporaires (PTET), la campagne Permis de travail ouverts MAINTENANT a publié une déclaration exprimant sa déception face au refus du gouvernement de répondre aux préoccupations de longue date concernant les permis de travail fermés et les violations des droits humains qu'ils permettent. Le CCR a une fois de plus exhorté le gouvernement fédéral à instaurer des permis de travail ouverts et à réformer le PTET, qui présente des lacunes.

Lettre du CCR sur les mesures d'immigration temporaire en réponse à la crise au Soudan

Le CCR a accueilli favorablement la décision du gouvernement de soutenir une résolution pacifique du conflit au Soudan et de fournir une aide humanitaire aux millions de personnes déplacées par la violence. Nous avons également formulé une critique sévère des mesures d'immigration annoncées en réponse et demandé au ministre Miller et au gouvernement fédéral de fournir une réponse d'urgence plus importante et plus équitable, à la mesure de l'ampleur de la crise humanitaire qui se déroule dans le pays.

Mars 2024

Lettre du CCR au premier ministre et appel renouvelé en faveur du #StatusPourTous : Il est temps de livrer un programme de régularisation large et inclusif

Le CCR a **renouvelé son appel** au premier ministre pour qu'il donne suite à l'engagement pris de longue date par son gouvernement d'introduire un programme global et inclusif de régularisation qui offrirait une résidence permanente à ceux d'entre nous qui vivent dans la précarité, sans statut et sans accès aux droits fondamentaux.

Le CCR a souligné que le système d'immigration canadien lui-même contribue directement à la perte de statut de nombreuses personnes et que le gouvernement a l'obligation d'offrir des voies d'accès à la permanence à ceux qui ont été poussés vers la précarité.

Campagne de lettres #StatusPourTous

Parallèlement à la lettre adressée au premier ministre, **nous avons encouragé les membres et les sympathisants** à écrire à leurs députés, au ministre Miller et au premier ministre pour demander un statut pour tous et un programme de régularisation large et complet.

Avril 2024

Journée des droits des réfugiés : Lancement de la campagne «un plan national pour l'asile dans la dignité»

À l'occasion de la journée des droits des réfugiés, le CCR a dévoilé «un plan national pour l'asile dans la dignité». Le CCR a exposé qu'il existe déjà au Canada une infrastructure d'hébergement communautaire pouvant être renforcée, ainsi que des services d'établissement et d'aide juridique qui pourraient être élargis aux demandeurs d'asile — et ce, à une fraction du coût des mesures d'urgence actuelles. Avec quelques ajustements clés aux infrastructures existantes et une approche proactive, les gouvernements, en collaboration avec la société civile, peuvent réaffecter les ressources disponibles, réduire les dépenses inutiles, et reproduire les pratiques efficaces, afin d'assurer aux personnes fuyant la persécution un accueil équitable et des conditions favorables à leur intégration.

Le CCR a proposé au gouvernement fédéral d'agir dans les cinq domaines suivants :

1. Établir des centres d'accueil dans les villes recevant un grand nombre de demandeurs d'asile afin d'orienter les arrivants et de coordonner les services, en collaboration avec les gouvernements provinciaux et municipaux et la société civile.
2. Fournir un financement fédéral durable pour les logements de courte durée et de transition pour les demandeurs d'asile, en développant les expériences réussies de la société civile, de la diaspora et des groupes communautaires, afin de compléter les efforts des provinces et des municipalités.
3. Rendre les demandeurs d'asile admissibles aux services de soutien offerts aux autres nouveaux arrivants dans le cadre du programme d'établissement géré par Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC).
4. Veiller à ce que les demandeurs d'asile bénéficient d'une aide juridique adéquate dans toutes les régions du pays, grâce à un financement pluriannuel.
5. Rationaliser la phase initiale de la procédure de demande d'asile et éliminer l'arriéré dans la procédure de détermination ultérieure grâce à des ajustements mineurs, mais significatifs.

Pour en savoir plus sur les cinq piliers clés et consulter l'intégralité de l'énoncé de politique, cliquez [ici](#).

Pour lire et rejoindre l'appel à l'action pour un plan national pour l'asile dans la dignité, cliquez [ici](#).

Lettre ABC — CCR concernant la réunification familiale des réfugiés

Dans un effort conjoint avec l'Association du Barreau canadien (ABC), sa section nationale du droit de l'immigration et sa section du droit de l'enfance et de la jeunesse, le CCR a exhorté le ministre Miller à **mettre fin aux délais d'attente déchirants** auxquels sont confrontés les réfugiés ayant obtenu la protection au Canada, mais qui demeurent séparés de leur famille restée à l'étranger. Notre proposition au ministre consiste à délivrer des permis de séjour temporaires (PST) aux personnes à charge des personnes protégées, et à veiller à ce que celles qui sont déjà en voie d'arriver au Canada puissent le faire plus rapidement, afin d'être réunies avec leur famille ici.

Mai — juin 2024

Campagne d'envoi de lettres sur la réunification familiale des réfugiés

Le CCR a **lancé une campagne de lettres** invitant les membres, les défenseurs des droits et la société civile à écrire à leurs députés ainsi qu'au ministre Miller pour leur demander d'agir et de mettre en place des voies durables vers la réunification familiale.

Le CCR lutte contre la Loi d'exécution du budget de 2024

Le 16 avril 2024, la Loi d'exécution du budget (LEB) 2024, également connue sous le nom de projet de loi C-69, a été déposée au Parlement. La LEB 2024 contenait des éléments particulièrement préoccupants liés à la réforme du système d'immigration et d'asile. Parmi ceux-ci figuraient des modifications législatives du processus d'asile, ainsi que l'intention du gouvernement d'utiliser les établissements correctionnels fédéraux pour la détention en immigration. L'un des changements les plus inquiétants pour le CCR concernait la création d'une nouvelle étape dans le processus de détermination du statut de réfugié, imposant de nouvelles exigences et introduisant de potentiels retards supplémentaires avant l'audience sur la demande d'asile. Pour lire l'intégralité de notre mémoire sur le projet de loi, cliquez [ici](#).

Le CCR a comparu devant le Comité sénatorial de la sécurité nationale, de la défense et des anciens combattants ainsi que devant le Comité parlementaire des finances pour demander le retrait de plusieurs de ces éléments du projet de loi budgétaire. En juin 2024, les amendements à la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés ont été retirés de la LEB 2024, à la suite des recommandations et observations soumises par le CCR — une victoire majeure pour les droits des réfugiés. Pour lire la déclaration du CCR concernant le retrait des dispositions sur les réfugiés, cliquez [ici](#).

Juillet 2024

Niveaux d'immigration

Le CCR a **soumis des recommandations** au gouvernement dans le cadre des consultations sur le plan des niveaux d'immigration 2025. Le CCR a noté que le Canada doit accroître ses engagements afin de refléter ses valeurs de société ouverte et accueillante et de maintenir son rôle de chef de file mondial en matière de réfugiés, en se concentrant sur les principes clés d'une plus grande équité, de la transparence et de l'additionnalité. Parmi les recommandations formulées, le CCR demande au gouvernement de :

- Garantir qu'au moins 15 % des admissions annuelles en immigration proviennent des volets de réinstallation, incluant un minimum de 20 000 réfugiés pris en charge par le gouvernement chaque année.
- S'assurer que les niveaux d'immigration pour les personnes protégées soient suffisamment élevés pour que les réfugiés acceptés et les membres de leur famille à l'étranger puissent obtenir leur résidence permanente dans un délai de 12 mois.

-
- Réviser ses politiques afin que les personnes appelées à vivre à long terme au Canada arrivent avec la résidence permanente ou puissent y accéder rapidement après leur arrivée.

Affaires juridiques

Dans le cadre de son travail de plaidoyer, le CCR s'engage dans des litiges stratégiques pour faire avancer les droits des réfugiés et des immigrants. Ce travail est supervisé par le comité des affaires juridiques du CCR.

Faits saillants de nos affaires juridiques

- En **juin 2023**, l'examen de la contestation juridique du CCR concernant la désignation des États-Unis comme pays tiers sûr pour les réfugiés a été renvoyé à la Cour fédérale afin que les arguments de l'article 15 (égalité) puissent être examinés (vous pouvez lire notre réponse à la décision [ici](#)). Tout au long de cette année, avec les conseils de notre comité des affaires juridiques et en consultation avec nos partenaires, Amnistie internationale et le Conseil canadien des églises, notre équipe d'avocats dirigée par Leigh Salsberg a mené l'affaire à travers les étapes préliminaires à la Cour fédérale. L'audience aura lieu à une date ultérieure.
- Le CCR a comparu devant la Cour suprême en avril 2024 en tant qu'intervenant dans l'affaire Auer vs Auer, portant sur la norme de contrôle applicable aux lignes directrices. Bien que les faits de l'affaire concernent les lignes directrices sur les pensions alimentaires pour enfants pour un couple divorcé, le CCR a aidé la Cour à comprendre comment leur décision affecterait les lignes directrices qui s'appliquent dans le contexte des réfugiés. (Le [jugement](#) a été rendu en novembre 2024)
- En **avril 2024**, le CCR a comparu devant la Cour fédérale pour contester les règles relatives à la perte de statut des réfugiés, en tant que partie d'intérêt public dans l'affaire Gnanapragasam. Lisez notre déclaration concernant l'affaire [ici](#). En 2012, le gouvernement canadien a modifié les règles de manière à ce que les résidents permanents qui sont venus à l'origine en tant que réfugiés puissent perdre leur résidence permanente ainsi que leur statut de réfugié s'ils retournent dans leur pays d'origine, même pour des situations familiales urgentes. Le CCR a soutenu que les dispositions sur la cessation du statut dans la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés, en vigueur depuis 2012, violent la Charte canadienne des droits et libertés.

Relations gouvernementales

Le CCR rencontre régulièrement les décideurs gouvernementaux et les parlementaires concernés afin de faire avancer ses objectifs de plaidoyer :

27 novembre 2023 Diana Gallego et Gauri Sreenivasan ont rencontré le ministre Marc Miller. La réunion a porté sur des propositions visant à créer un système plus efficace pour les demandeurs d'asile, à aborder les droits des travailleurs migrants, à réviser l'interprétation de l'article 91 de la LIPR, et sur la nécessité de travailler en partenariat avec le CCR sur une série d'autres enjeux.

6 mai 2024 Table ronde IRCC/CCR/ASFC : le CCR a rencontré le gouvernement pour discuter les cinq piliers de la campagne du plan national pour l'asile dans la dignité et du nouveau cadre politique proposé par le gouvernement pour la réponse aux crises, entre autres questions.



16 mai 2024 Le ministre Marc Miller a rencontré le personnel et la direction du CCR dans ses bureaux pour une discussion productive sur les soutiens aux demandeurs d'asile, la régularisation, les réponses équitables aux crises dans le monde, et le soutien du public aux réfugiés et aux migrants.

30 mai 2024 Gauri Sreenivasan, Basel Abou Hamrah et Jenny Jeanes ont représenté le CCR à la réunion du comité consultatif de la CISR.

Tout au long de l'année, le CCR a rencontré l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) dans le cadre de ses réunions trimestrielles régulières.

Engagement international

En **décembre 2023**, la présidente du CCR, Diana Gallego, a participé aux réunions du Forum mondial sur les réfugiés à Genève en tant que membre de la délégation du gouvernement canadien pour discuter du Pacte mondial sur les réfugiés.

En **juin 2024**, une délégation du CCR a participé à la réunion annuelle des Consultations sur la réinstallation et les voies complémentaires (CRVC) à Genève.

- Le CCR a contribué à une déclaration commune d'ONG appelant à une action internationale pour élargir les programmes de réinstallation et les autres voies de migration pour les réfugiés. Cette déclaration répondait à un nouveau rapport du UNHCR indiquant que 2,9 millions de réfugiés dans le monde auront un besoin prioritaire de réinstallation en 2025. Lire la déclaration complète [ici](#).



La présidente du CCR, Diana Gallego, avec le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Filippo Grandi

Groupes de travail du CCR

Les trois groupes de travail du CCR sont des espaces où les membres échangent de l'information, établissent des liens et développent des positions politiques sur des enjeux spécifiques. Ils sont responsables de la préparation des résolutions, de la planification des ateliers dans le cadre des consultations, et conseillent également le comité exécutif sur les orientations politiques.

Les groupes de travail se réunissent trois fois par année : au début de l'automne (septembre) à Toronto, et au début du printemps (mars/avril) à Montréal, ainsi que pendant les consultations annuelles du CCR en novembre.

Cette année, ils se sont réunis en septembre 2023 à Toronto, en novembre 2023 à Calgary pour la consultation, et en avril 2024 à Montréal.

Immigration et Établissement

Au cours de l'année, le groupe de travail Immigration et Établissement s'est concentré sur les priorités suivantes :

- Régularisation
- Accès au logement
- Réunification familiale
- Travailleurs migrants
- Étudiants internationaux
- Accès à la justice

Le groupe de travail a identifié l'**accès aux services** comme une priorité à long terme.

Protection au Canada

Au cours de l'année, le groupe de travail Protection au Canada s'est concentré sur les priorités suivantes :

- Régularisation
- Accès à l'asile, incluant l'accès au logement et au soutien à l'arrivée
- Réunification familiale

Le **traitement des demandeurs d'asile** a été identifié comme une priorité interne.

Protection outremer et Réinstallation

Au cours de l'année, le groupe de travail Protection outremer et Réinstallation s'est concentré sur les priorités suivantes :

- Équité (dans le traitement des demandes de réinstallation et dans les réponses aux situations d'urgence)
- Accès restreint à la réinstallation (nouveaux obstacles à la réinstallation)
- Réunification familiale

Les **causes profondes** ont été identifiées comme une préoccupation à long terme.

Le réseau des jeunes

Le réseau des jeunes du CCR concentre et amplifie les voix des jeunes réfugiés et nouveaux arrivants au Canada (âgés de 16 à 29 ans) dans les programmes, l'établissement, l'organisme et la politique. Créé en 2006, le réseau des jeunes est représenté par une équipe pilote du réseau des jeunes, composée de 6 à 9 jeunes nouveaux arrivants de tout le Canada. Travaillant dans un cadre de justice de genre et d'anti-oppression, le réseau des jeunes se concentre sur la création d'espaces sûrs pour le réseautage et l'échange d'informations pour les jeunes qui font du plaidoyer pour les nouveaux arrivants, tout en donnant la priorité au développement des compétences, aux opportunités de relations avec le gouvernement et au leadership des jeunes.

Le groupe a évolué à travers des discussions en ligne et des conférences virtuelles. Il organise des ateliers dirigés par des jeunes, des séances de stratégie et élabore des projets menés par et pour les jeunes.

Rassemblement Action Jeunesse (RAJ)

Du **29 septembre au 1er octobre**, le réseau des jeunes a organisé son **9e Rassemblement Action Jeunesse (RAJ)** annuel à Montréal. Cet événement unique en son genre crée un espace sûr pour les jeunes de toutes les régions afin de construire une communauté nationale de soutien et de connexion qui persiste même lorsqu'ils rentrent chez eux. Le 9e RAJ était centré sur le thème «**Promouvoir l'inclusion et la diversité des jeunes**».

Avec la participation de plus de 60 jeunes nouveaux arrivants et réfugiés d'un océan à l'autre, le RAJ s'est concentré sur des sujets tels que la santé mentale, les droits et l'intersectionnalité 2SLGBTQIA+, la solidarité et la réconciliation indigènes, et la lutte contre le racisme.



En avril 2024, en collaboration avec le FCJ Refugee Centre Youth Network, le Mary Ward Center et les Sisters of St. Joseph of Toronto, le réseau des jeunes a organisé un webinaire intitulé «United Nations Sustainable Development Goals : Collaborative Youth Action» où ils ont discuté de la façon dont les jeunes nouveaux arrivants et réfugiés sont essentiels dans les efforts du Canada pour atteindre un avenir plus durable et équitable. Le deuxième webinaire a eu lieu le 6 juin.

La bourse Daniel Schickedanz

Ce prix soutient les jeunes réfugiés et/ou migrants dans leurs efforts pour poursuivre des études supérieures. Il encourage l'engagement des jeunes au sein de leurs communautés locales. Ce prix est décerné grâce aux efforts conjoints du Canadian Lutheran World Relief (CLWR) et du CCR, et rendu possible par un don généreux de Daniel Schickedanz.

Chaque année, 10 bourses sont attribuées : cinq d'entre elles sont axées sur l'éducation et les cinq autres sur l'engagement communautaire. Cette année, nous avons distribué **11** bourses.

Le prix Francisco Rico-Martinez

Nommé en l'honneur de Francisco Rico-Martinez, ancien président du CCR (1997–2001) et co-fondateur et co-directeur du FCJ Refugee Centre, ce prix rend hommage à ses trois décennies de leadership au sein du CCR. Le Prix Francisco Rico-Martinez pour l'accès à la justice est remis chaque année à une personne, un groupe ou une organisation, pour soutenir un projet aligné sur les valeurs fondamentales de Francisco.

Cette année, le prix a été décerné à la **Mission communautaire de Montréal (MCM)**, un organisme communautaire à but non lucratif de l'Église unie du Canada qui est ouvert, diversifié et interconfessionnel. Fondé en 1910 à Montréal et actif aujourd'hui à travers le Québec, le MCM vise à défendre les droits et intérêts des personnes les plus vulnérables, afin de bâtir une société accueillante, inclusive et équitable.

Leur projet, intitulé «**Projet Danaïdes : Diversité sans préjugés**», comporte plusieurs volets, dont un volet de recherche portant sur l'accès aux services juridiques pour les sans-papiers et les personnes à statut précaire, un volet de plaidoyer et un volet de sensibilisation du public visant à combattre les préjugés et les mythes sur cette population.

Projet de lutte contre le racisme

En tant qu'organisme, le CCR est depuis longtemps conscient des effets destructeurs du racisme sur les nouveaux arrivants et les communautés, ainsi que de l'absence d'initiatives globales au niveau national. Entre 2022 et 2024, le CCR met en œuvre le projet de lutte contre le racisme grâce au financement de la Fondation canadienne des relations raciales (FCRR). Notre objectif est d'aider les organismes membres à travers le Canada à mener des séances de collecte d'informations par le biais de groupes de discussion avec des réfugiés et des nouveaux arrivants racialisés et à identifier les principaux enjeux auxquels ils sont confrontés. Sur la base de ces informations, nous travaillerons avec notre communauté de membres pour identifier 5 domaines prioritaires de plaidoyer et d'engagement basés sur les enjeux qui affectent les nouveaux arrivants et les réfugiés, en particulier ceux d'ascendance africaine.

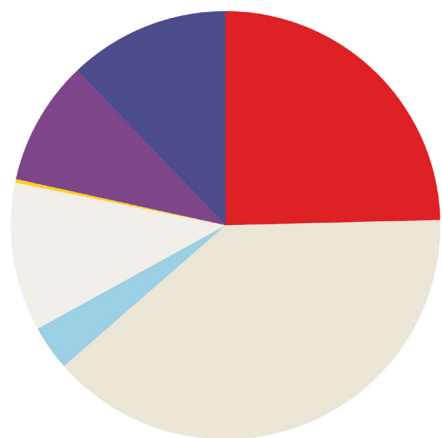
Ce que vous pouvez attendre de l'année prochaine

- Les Enjeux se sont concentrés sur cinq domaines prioritaires :
 1. Renverser la tendance à la stigmatisation des nouveaux arrivants noirs et d'autres groupes raciaux dans l'opinion publique
 2. Mettre fin à l'inégalité dans les réponses aux crises mondiales de réfugiés
 3. Remettre en cause le racisme systémique et en particulier le racisme anti-Noirs à la frontière
 4. Mettre fin à l'inégalité dans le traitement des réfugiés réinstallés, notamment en provenance d'Afrique
 5. Réaliser le droit à un logement adéquat pour les réfugiés et les nouveaux arrivants racialisés

Collecte de fonds

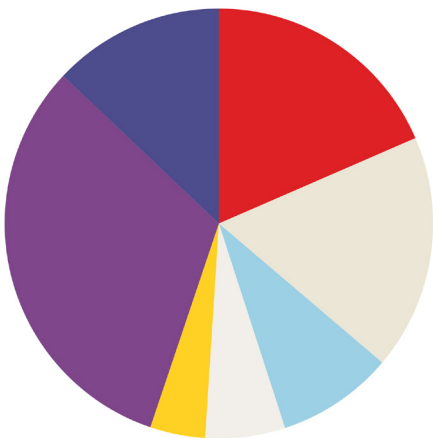
2023 Sources de revenus

- Cotisations des membres (24.6%)
- Dons (39%)
- Revenus des investissements (3.4%)
- Conference inscriptions (11.2%)
- Autres revenus (0.3%)
- Subventions gouvernementales (9.4%)
- Autres subventions (12.1%)



2024 Sources de revenus

- Cotisations des membres (18.5%)
- Dons (17.7%)
- Revenus des investissements (8.8%)
- Conference inscriptions (6%)
- Autres revenus (4.2%)
- Subventions gouvernementales (31.9%)
- Autres subventions (12.9%)



En 2023/2024, nous avons diversifié nos sources de financement et augmenté nos revenus de 30 %.

Les revenus provenant de sources gouvernementales sont plus élevés cette année en raison du soutien du Fonds de relance des services communautaires du gouvernement du Canada. Nous avons également reçu le soutien de la Fondation canadienne des relations raciales pour notre projet de lutte contre le racisme, ainsi qu’une subvention de soutien de base de la Fondation du Grand Montréal.

Pour la consultation de 2023 à Calgary, nous avons reçu le soutien de Primacorps (qui s’est engagé à parrainer les consultations pendant les quatre prochaines années) et du Collège des consultants en immigration et en citoyenneté (CICC). Nous avons également reçu une subvention de Patrimoine Canada dans le cadre du Programme d’appui communautaire, d’initiatives en matière de multiculturalisme et d’antiracisme et du Programme des langues officielles.

Pour le Rassemblement Action Jeunesse, nous avons reçu le soutien de Projet Orion, de la Fondation Lucie et André Chagnon, du Child and Youth Refugee Research Coalition (CYRRC), de World Education Services (WES), du FCJ Refugee Centre et du Calgary Bridge Foundation for Youth.

Le CCR est reconnaissant des nombreuses contributions de ses membres, donateurs, bénévoles et bailleurs de fonds qui rendent possible le travail du CCR pour rendre le Canada plus accueillant pour les réfugiés. Nous sommes particulièrement reconnaissants à notre communauté de donateurs individuels de longue date qui continuent à soutenir notre travail par des dons uniques ou mensuels - notre travail serait impossible sans vous!

Nous remercions les organismes suivants pour le soutien qu'ils nous ont apporté en 2023/24 :



Fondation du Grand Montréal



Canadian
Race Relations
Foundation

Fondation
canadienne des
relations raciales



Fondation Lucie
et André Chagnon



FCJ Refugee Centre
Walking With Uprooted People



Finances

Des copies des états financiers audités complets, y compris les notes, sont disponibles au bureau dans les locaux du CCR

État des résultats pour l'exercice clos le 31 août 2024

	2024 \$	2023 \$
SUBVENTIONS		
Subventions gouvernementales	277,088	56,953
Autres subventions	112,582	73,524
	389,670	130,477
AUTRES REVENUS		
Cotisations des membres	160,808	149,105
Dons	153,863	236,009
Revenus des investissements	76,582	20,571
Conference inscriptions	52,370	68,035
Autres	36,176	1,650
	403,217	475,370
	792,887	605,847
DÉPENSES		
Salaires et avantages	623,702	442,279
Frais administratifs (annexe A)	151,034	108,544
Collecte de fonds	96,850	65,993
Frais de conférence	85,929	90,917
Groupes de travail	79,385	29,419
Comité exécutif	44,988	9,183
Éducation du public et mise en réseau	42,842	53,442
	1,124,730	799,777

Bilan au 31 août 2024

Actif*	2,085,016	2,280,077
Passif	91,075	245,227
Actif net		
Affectations externes	35,153	35,153
Affectations internes	1,757,769	1,957,769
Non affecté	201,019	41,928
	1,993,941	2,034,850
	2,085,016	2,280,077

*L'actif comprend 1792922 \$ dans le Fonds de dotation du CCR — composé de montants qui sont affectés à l'externe ou à l'interne afin de fournir un revenu sûr pour appuyer et soutenir la mission du CCR.